Novembre 2019 / N° 91

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Le poids croissant des banques marocaines au Cameroun

Le Made in Cameroon progresse dans les supermarchés

Samuel Eto'o rebondit dans les paris sportifs

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Le Cameroun attire les investisseurs et attise la concurrence

En théorie, un pays que l'on dit balloté par des crises et rixes est sensé décourager les investisseurs étrangers, les multinationales, les firmes internationales, ainsi que les magnats de sa propre diaspora, ayant fait fortune par-delà la Méditerranée et aux Amériques. Toutefois, le cas Cameroun fait exception !

La stabilité économique que connait ce condensé d'Afrique, par sa riche diversité anthropologique, culturelle, géographique et climatique, apparait comme l'exception qui sous-tend la règle de tout développement. Unique en son genre, le Cameroun reste une singularité de particularités invitant les érudits à reconsidérer leurs théorèmes et barèmes économiques : les départs de feux attisés par certains pyromanes continuent - paradoxalement - d'attirer des investisseurs nouveaux, au quotidien, par quotités, quand bien même les anciens partenaires qui y ont bâti leur prospérité n'entendent pas lâcher prise…

Le feuilleton compétitif observé entre le Français Vincent Bolloré (Bolloré Transport and Logistics Cameroon) et la firme suisse TIL Logistique SA, pour le contrôle du terminal à conteneurs du port de Douala-Bonabéri, est symptomatique de l'intérêt que suscitent les quais de l'estuaire du Wouri et les docks du nouveau port en eau profonde de Kribi, dont l'ambition, à court terme, est de devenir le hub maritime le plus important du golfe de Guinée…

Terre des opportunités, terroir de mille convoitises, le Cameroun est le nouveau terreau prisé par les puissances économiques de la planète. Un temps en retrait, mais efficacement discret, le président Paul Biya est aujourd'hui courtisé par Paris, Moscou, Washington, Beijing, Bernes, Istanbul, Rome…

Il y a quelques semaines, les groupes français CFAO-Retail et Carrefour ont inauguré un deuxième supermarché au Cameroun, deux ans après l'ouverture du premier centre commercial Carrefour Market à Douala. Cet investissement de près de 7 milliards FCFA et 400 emplois directs offre au label agricole et artisanal Made in Cameroon une importante surface d'émancipation et de démarcation en Afrique centrale…

Banquiers et assureurs marocains s'impliquent de plus en plus dans le secteur prometteur de la finance au Cameroun. Les groupes Attijariwafa Bank et la Banque centrale populaire (BCP) font office de pionniers et leaders des banques maghrébines au pays de Samuel Eto'o Fils. Ce footballeur qui ne prendrait aucun risque à investir dans un environnement délictueux, lance son deuxième projet phare dans l'univers du pari sportif, via l'entreprise Betoo. D'autres grands groupes coréens, nigérians, congolais, frappent à la porte du sésame Cameroun…

À la question récurrente de savoir ce qui fait courir les investisseurs étrangers et les grosses pointures de la finance internationale au Cameroun ? La réponse se trouve dans la crédibilité d'une Nation qui a l'art de se relever quand on le croit à genoux. Le Cameroun est un État de droit, souverain et démocratique, respectueux des engagements pris…

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Banque et finance, la percée marocaine au Cameroun

09 • Trois banques camerounaises sur 15 contrôlées par les groupes marocains Attijariwafa et Banque centrale populaire

10 • Attijari Securities, un gestionnaire d'actifs offensif sur le marché des capitaux de la Cemac

10 • A partir du Cameroun, Wafacash lance la conquête du marché du transfert d'argent en Afrique centrale

11 • Le Marocain Wafa Assurances Vie s'installe sur le marché de la bancassurance

11 • RMA Watanya rachète les deux compagnies du groupe Bénéficial Insurance au Cameroun

LEADER DU MOIS

34 • Débauchée d'Oracle, la Camerounaise Corine Mbiaketcha Nana devient DG de Visa pour l'Afrique de l'Est

INTERVIEW

12 • Luc Demez : « Plus de 70% du chiffre d'affaires est réalisé à travers des produits achetés au Cameroun »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE, Muriel EDJO.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Corrections : Souha TOURE

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Bureau - Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES

GESTION PUBLIQUE ..... P 17-22

FINANCE ..... P 23-24

AGRICULTURE ..... P 25-27

ENERGIE ..... P 28-30

INDUSTRIE ..... P 31

TRANSPORTS ..... P 32

TELECOMS ..... P 33

L'ENTREPRISE DU MOIS

Après la faillite de Set Mobile, la star camerounaise du football, Samuel Eto'o, lance une entreprise de paris sportifs

« *Le meilleur du pari sportif arrive chez toi ! Rendez-vous sur betoo.cm, 100% Camer. Tout simplement parce que ma vie est un ensemble de paris gagnés* ». C'est par ce tweet que la star camerounaise du football, Samuel Eto'o, en retraite depuis quelques semaines seulement, a annoncé son nouveau projet : le lancement d'une entreprise sur les paris sportifs en ligne.

En effet, la plateforme www.betoo.cm, à travers laquelle le goléador camerounais marque une fois de plus son attachement à son pays en utilisant le nom de domaine « .cm », permet de faire des paris en direct sur des matches de football, handball, basketball et lawn-tennis.

De sources proches du footballeur à la retraite, betoo n'est que le début de la reconversion de Samuel Eto'o dans les affaires, après l'épisode foireux de Set Mobile, un opérateur virtuel de téléphonie mobile lancé en partenariat avec Orange Cameroun.

Cette entreprise, qui avait officiellement ouvert son réseau en juillet 2012, avec un parc d'abonnés initial de 50 000 clients, ne résistera cependant pas aux soubresauts managériaux ayant entraîné trois changements de directeur général (DG) en l'espace d'un an.

Couplés à cette valse des DG, les tarifs finalement peu attractifs de cet opérateur, par rapport aux opérateurs existants (y compris le partenaire Orange), ont finalement conduit à la disparition de Set Mobile du marché des télécommunications au Cameroun depuis 2013.

Brice R. Mbodiam

LES CHIFFRES DU MOIS

48 milliards FCFA

Au cours du mois d'octobre 2019, le Trésor public camerounais a remboursé un peu plus de 48 milliards de FCFA sur son emprunt obligataire lancé en 2016 pour une maturité de 5 ans, assure le ministère camerounais des Finances. Cette enveloppe de remboursement, en forte hausse cette année, était seulement de 9 milliards de FCFA en octobre 2017, selon les pointages de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gérant de la dette publique au Cameroun. Cet emprunt obligataire baptisé « ECMR 5,5% net 2016-2021 » est le 4e de l'histoire des finances publiques camerounaises. Lancé le 20 septembre 2016, pour mobiliser une enveloppe de 150 milliards de FCFA, il avait été souscrit à 115,43% par les investisseurs.

20 000 m³

La Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) vient de lancer un appel international à manifestation d'intérêt, en vue de la préqualification des entreprises pour un projet de construction de deux bacs de stockage de 10 000 m3 de gasoil chacun (soit 20 000 m3 au total), dans ses dépôts de Yaoundé, la capitale, et de Bafoussam, la capitale régionale de l'Ouest.
Ce projet, précise la SCDP, s'inscrit dans le cadre de son programme d'augmentation de ses capacités de stockage, lequel vise à répondre à la demande sans cesse croissante des produits pétroliers sur le territoire camerounais.

88%

Depuis le début de l'année 2019, les exploitants forestiers du Cameroun sont très peu dynamiques en ce qui concerne les expéditions des placages tropicaux vers leurs partenaires commerciaux aux États-Unis. Selon les dernières statistiques de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), les exportations camerounaises des placages vers le pays de l'Oncle Sam « continuent de diminuer fortement » depuis janvier 2019.
La baisse de ces exportations a été encore plus sensible au mois d'août 2019, avec un fléchissement de 88%. À fin avril 2019, le Cameroun avait déjà enregistré une baisse drastique (-70%) de ses exportations des placages vers les États-Unis. Ce fléchissement avait culminé à 65% au terme du premier semestre 2019, renseignent les rapports de l'OIBT.

93,5 km

La route de 93,5 km, qui permet de rallier le barrage hydroélectrique de Memvé'élé (210 MW) dans la localité de Nyabizan, au sud du Cameroun, sera bientôt réceptionnée. Et pour cause, les défauts techniques relevés par les missions de contrôle ont tous été corrigés par le constructeur chinois Sinohydro.
C'est le constat fait par la dernière mission descendue sur le terrain le 23 octobre 2019, apprend-on de bonnes sources. La route Meyo Centre-Nyabizan permet désormais de rallier le site abritant cette infrastructure énergétique dans un certain confort, aussi bien au départ de la capitale Yaoundé, que d'Ebolowa, la capitale régionale du Sud.

Banque et finance, la percée marocaine au Cameroun

Selon une étude du cabinet américain de conseil en stratégie Bain & Company, l'Afrique subsaharienne est le nouvel eldorado pour le secteur financier. Dans la mesure où, soutient ce cabinet, les banques et les compagnies d'assurance peuvent miser, dans cette partie du monde, sur une progression des revenus de 15 à 20%. Poursuivant son analyse, Bain & Co précise que « *la meilleure stratégie* (pour les investisseurs, NDLR) *est certainement de prendre des parts de marché à des prix raisonnables, sur les marchés qui ne sont pas trop compétitifs, comme la RD Congo, la Côte d'Ivoire ou le Cameroun* ».
Ce conseil prodigué par le cabinet américain semble être tombé dans les oreilles des banquiers et autres assureurs marocains. En effet, depuis quelques années, l'on assiste à une véritable ruée des investisseurs du royaume chérifien dans le secteur financier camerounais. Le tocsin de cette épopée marocaine a été sonné au début de la décennie courante, avec le rachat par le groupe Attijariwafa Bank, des parts majoritaires du Français Crédit agricole dans la Société commerciale de banque (SCB Cameroun).
Depuis lors, le leader du secteur financier au Maghreb quadrille pratiquement le domaine de la finance au Cameroun. En effet, autour de l'établissement de crédit qu'est la SCB Cameroun, gravitent des filiales d'Attijariwafa Bank spécialisées dans la gestion du transfert d'argent, la gestion des actifs ou encore l'assurance. Ce groupe bancaire évolue aux côtés de sa compatriote, le groupe Banque centrale populaire (BCP). Jusque-là très discret dans le capital de Banque Atlantique Cameroun, BCP a récemment renforcé sa présence dans le pays en rachetant les parts du Français BPCE dans la Banque internationale pour le commerce, l'épargne et le crédit (Bicec). La prise de contrôle du mastodonte du secteur bancaire camerounais fait désormais du Marocain BCP, l'un des acteurs majeurs de la banque dans le pays.
Un autre banquier marocain a manifesté son intérêt pour le secteur financier camerounais avant de se rebiffer. Il s'agit de Bank of Africa (BOA), que contrôle le groupe Banque marocaine pour le commerce extérieur (BMCE). En effet, BOA Cameroun a obtenu l'agrément pour le lancement des activités depuis 2016. Mais depuis bientôt 3 ans, l'ouverture des guichets de cette banque n'a pas eu lieu. Et le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac a dû constater la caducité de l'agrément de BOA Cameroun, au cours de sa session du 20 septembre 2018.

Brice R. Mbodiam

Trois banques camerounaises sur 15 contrôlées par les groupes marocains Attijariwafa et Banque centrale populaire

Le groupe bancaire marocain Banque centrale populaire (BCP) a officiellement finalisé, le 1er octobre 2019, l'acquisition de 68,5% des actifs de la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (Bicec), jusque-là filiale du groupe bancaire français BPCE (Banque populaire et Caisse d'épargne). La transaction, dont les détails n'ont pas été révélés, a été faite, précise la Bicec, après l'obtention de « *l'ensemble des autorisations réglementaires* ».
Une cérémonie a été organisée à cet effet au siège de la Bicec à Douala-Bonanjo, dans la capitale économique du Cameroun, en présence de Kamal Mokdad, directeur général de BCP chargé de l'International, Jean-Baptiste Bokam, président du Conseil d'administration de la Bicec, et Rochdi Sanhaji, le nouveau directeur général de la Bicec.
« *En rejoignant le groupe Banque centrale populaire, la Bicec bénéficiera de meilleures pratiques bancaires, d'innovations et d'expertises adaptées au marché africain. Avec l'appui de ses nouveaux actionnaires de référence, BCP et l'État camerounais, la Bicec entame dorénavant une nouvelle phase de son développement, en plaçant la satisfaction de ses clients et la promotion des talents locaux au centre de ses priorités* », a déclaré Kamal Mokdad.
C'est le 24 septembre 2018 que le groupe bancaire français BPCE avait annoncé son entrée en négociations exclusives avec le groupe marocain BCP, en vue de la cession de ses participations dans ses filiales africaines, dont la Bicec au Cameroun.

EMPREINTE MAROCAINE SUR LE SECTEUR BANCAIRE LOCAL

À la suite de cette annonce, deux avocats camerounais, Michel Janvier Voukeng et Guy-Alain Tougoua, avaient aussitôt saisi la justice pour s'opposer à ces négociations, dénonçant l'absence de concurrence dans le processus de cession des actifs de la Bicec. La procédure judiciaire est pendante devant le tribunal de première instance à Bonanjo, à Douala, depuis octobre 2018.
Les requérants ont également sollicité l'intervention, le 12 octobre 2018, de la Commission nationale de la concurrence. Dès novembre 2018, cet organisme public avait « *ouvert les diligences nécessaires* » pour s'assurer de la légalité de l'opération. Également saisie par les mêmes avocats, la Commission des marchés financiers (CMF), ancien régulateur de ce qui était encore la bourse des valeurs mobilières de Douala (avant l'unification du marché financier de l'Afrique centrale), s'était déclarée incompétente pour se prononcer sur cette affaire.
Grâce à cette acquisition des parts majoritaires de la Bicec, le groupe marocain BCP, qui contrôle déjà le capital de Banque Atlantique, groupe bancaire qui dispose d'une filiale au Cameroun, renforce ainsi son empreinte dans le secteur bancaire camerounais qui compte 15 établissements conventionnels au total. Le groupe BCP trouve surtout sur ce marché sa compatriote Attijariwafa Bank. Ce groupe bancaire marocain est actionnaire majoritaire de la Société commerciale de banque Cameroun (SCB Cameroun).

Attijari Securities, un gestionnaire d'actifs offensif sur le marché des capitaux de la Cemac

Attijari Securities Central Africa, en abrégé ASCA. C'est le nom de la nouvelle entité que le groupe marocain Attijariwafa a créée au Cameroun le 10 février 2016. Cet établissement financier, selon l'annonce légale publiée le 11 mars 2016, est doté d'un capital initial de 1,3 milliard de FCFA. Son objet social va de « *la fourniture de services financiers, notamment la réception et la transmission des ordres, le placement, la négociation, la souscription, l'achat, la gestion, la conservation, l'administration et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier, le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ou financière, l'ingénierie financière* » ; jusqu'à « *la prise de participation par voie d'apport, de souscription, d'achat de titres ou par toutes autres voies dans toutes sociétés* ».

Attijari Securities Central Africa est doté d'un conseil d'administration réunissant les représentants de toutes les filiales bancaires d'Attijariwafa Bank en Afrique centrale. Il s'agit notamment de la Société commerciale de banque au Cameroun (SCB Cameroun), de l'Union gabonaise des banques (UGB) et du Crédit du Congo (CDC).

Arrangeur du dernier emprunt obligataire de l'État gabonais, d'un montant de 100 milliards de FCFA, ASCA est devenu, depuis sa création, un acteur majeur du marché financier dans la zone Cemac. Ce gestionnaire d'actifs est, selon la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), l'un des deux seuls investisseurs non bancaires recensés sur le marché monétaire de la Cemac.

A partir du Cameroun, Wafacash lance la conquête du marché du transfert d'argent en Afrique centrale

Le groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank a créé, le 14 septembre 2015 à Douala, la capitale économique camerounaise, une filiale de sa société de transfert d'argent Wafacash, qui couvre toute l'Afrique centrale, apprend-on dans une annonce légale. Il s'agit d'une société anonyme au capital de 2 milliards de FCFA.

Opérationnelle depuis 1991, Wafacash, qui gère les marques Western Union et Money Gram, est l'actuel leader du marché des transferts internationaux au Maroc. Depuis le mois de novembre 2012, Wafacash a pris la décision stratégique de commercialiser des produits Inwi, le 3e opérateur télécommunications du Maroc, dont les abonnés peuvent directement recharger leurs mobiles dans les

agences Wafacash.

Cependant, afin de préserver ses arrières sur le marché de plus en plus concurrentiel du transfert d'argent, Wafacash Central Africa s'est doté d'un champ d'action bien plus étendu. Il va du simple transfert d'argent à « *la mise en œuvre et la maintenance des guichets automatiques* », en passant par « *l'exercice de l'activité de change manuel ; la gestion, l'administration, la direction, la mise en œuvre et le contrôle pour son compte personnel ou pour le compte de tiers, de tous les moyens informatiques et électroniques pour automatiser et faciliter les transactions financières, etc.* »

Le Marocain Wafa Assurances Vie s'installe sur le marché de la bancassurance

Après le lancement de ses activités au Cameroun en juin 2016, avec une présence uniquement dans la ville de Douala, la capitale économique du pays, la filiale locale de l'assureur marocain Wafa Assurances Vie a opéré un maillage du territoire camerounais au cours de l'année 2017.
« *L'année 2018 sera celle de la confirmation, avec l'augmentation du taux d'équipement des clients SCB Cameroun en termes de produits d'épargne et de prévoyance* », a expliqué un responsable de cette compagnie d'assurance. C'était le 6 mars 2018 à Douala, à l'occasion de la cérémonie de remise des prix à 30 lauréats (virement de 200 000 FCFA pour chacun) de la tombola « Plan Éducation ». Il s'agit d'un produit de bancassurance permettant au client de constituer progressivement une économie de fonds pour les études d'un enfant bénéficiaire.
« Plan Éducation » est l'un des produits distribués par Wafa Assurances Vie Cameroun. Cette distribution, apprend-on, se fait essentiellement à travers le réseau (56 agences) de la Société commerciale de banques (SCB Cameroun), filiale locale du groupe bancaire marocain Attijariwaffa, qui contrôle également le capital de l'assureur Wafa.
C'est au cours d'une session ordinaire tenue à Yaoundé, du 28 mars au 6 avril 2016, que le Comité des experts de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), le régulateur du secteur des assurances en Afrique centrale et de l'ouest, a entériné les avis favorables, déjà délivrés à Wafa Assurances Vie Cameroun par le ministère des Finances et la Commission régionale de contrôle des assurances de la CIMA.
Outre le Cameroun, cette compagnie d'assurances marocaine est également présente au Sénégal et en Tunisie, où les filiales bancaires de sa maison mère, Attijariwafa Bank, lui ont déjà servi de rampes de lancement dans le domaine de la bancassurance.

RMA Watanya rachète les deux compagnies du groupe Bénéficial Insurance au Cameroun

L'assureur marocain RMA Watanya a annoncé en mars 2014 l'acquisition de quatre compagnies d'assurances opérant dans « *trois pays clefs* » de la zone Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurances), le gendarme du secteur des assurances en Afrique centrale et de l'ouest.
La filiale spécialisée dans les assurances de FinanceCom, la holding de l'homme d'affaires marocain Othman Benjelloun, précisait que ces trois pays de la zone Cima ont été « *ciblés en raison de la taille de leur marché et de leur niveau de développement* ». Parmi ces pays, l'on retrouve le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Togo.
Au Cameroun, l'assureur marocain RMA Watanya a notamment racheté les deux filiales locales du groupe ivoirien Belife Insurance. Il s'agit de Beneficial Life Insurance SA Cameroun et Beneficial General Insurance SA Cameroun, dont l'assureur marocain a racheté 38% du capital pour 3,1 milliards de FCFA (environ 6,2 millions de dollars).
RMA Watanya précise, par ailleurs, dans son communiqué, que ces acquisitions sont le premier pas sur le chemin d'une expansion africaine de plus grande ampleur. L'objectif

du groupe est d'« *être présent dans plus d'une dizaine de pays africains à la fin de la décennie et de viser un niveau cumulé de primes de 400 à 500 millions de dollars (200 à 250 milliards de FCFA)* ».

Luc Demez

« Plus de 70% du chiffre d'affaires est réalisé à travers des produits achetés au Cameroun »

Avec le directeur général de CFAO Retail Cameroun, votre magazine tente un bilan d'étape du programme d'expansion de l'enseigne française de grande distribution Carrefour sur le territoire camerounais. Il révèle par ailleurs les bienfaits de ces investissements sur l'économie nationale.

Investir au Cameroun : Le 9 octobre 2019, CFAO Retail et Carrefour ont inauguré un 2e supermarché au Cameroun. Quel est son apport dans l'économie camerounaise en termes d'investissements financiers, de création d'emplois, de développement des chaînes de valeurs locales, etc. ?
Luc Demez : Deux ans après l'ouverture d'un premier centre commercial Carrefour Market dans le quartier de Bonamoussadi à Douala, nous venons en effet d'inaugurer, le 9 octobre 2019, notre premier centre commercial dans la capitale du pays, au lieu-dit Ekié, dans la commune d'arrondissement de Yaoundé 4e. L'investissement consenti est du même type que celui réalisé à Douala en 2017 (environ 7 milliards de FCFA, NDLR). Plus de 150 emplois directs ont été créés sur place, ce qui porte à 350 les effectifs de CFAO Retail au Cameroun. Plus de 15 000 heures de formation ont été dispensées à ces équipes. Selon nos estimations, au moins autant d'emplois indirects ont été générés par ces développements. En termes d'approvisionnement, notre approche repose prioritairement sur la relation tissée avec plus de 250 fournisseurs et producteurs camerounais. Plus de 70% du chiffre d'affaires est réalisé à travers des produits achetés au Cameroun, dont plus de la moitié est issue directement de l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'industrie du pays. Parmi ces producteurs locaux, nous sommes particulièrement fiers de soutenir

« Nous avons pu observer ces dernières années des signaux d'émergence de la classe moyenne, ainsi que des phénomènes de croissance démographique et d'urbanisation. »

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

FIAC

EDITION 2020

PMEXCHANGE

04 - 19 AVRIL 2020

BÉPANDA
DOUALA - CAMEROUN

Organisateur
mandaté par le Gouvernement

INTER-PROGRESS

Co-organisateur

e.cam

www.fiacdouala.org info@interprogress.org

(+237) 677 707 679 / 693 751 866 / 669 999 313

« Parmi ces producteurs locaux, nous sommes particulièrement fiers de soutenir des petites entreprises, des coopératives ou autres collectifs. »

des petites entreprises, des coopératives ou autres collectifs.

IC : Après Carrefour Market Bonamoussadi à Douala, en décembre 2017, et Carrefour Market Ekié à Yaoundé, en octobre dernier, quelle est la suite du programme de déploiement de l'enseigne Carrefour au Cameroun ?
LD : Le déploiement de CFAO Retail avec Carrefour au Cameroun va s'accélérer. En effet, deux autres supermarchés ouvriront à Douala au premier semestre 2020 : un premier dans le quartier commercial d'Akwa et un second dans Douala Grand Mall, le complexe commercial en construction près de l'aéroport. Les travaux de construction de notre grand centre commercial PlaYce au lieu-dit Warda, en face du Palais des Sports à Yaoundé, sont en cours de réalisation. Ce grand mall abritera un hypermarché Carrefour de plus de 4 000 m² de surface de vente, de nombreuses boutiques, 4 ou 5 restaurants avec un vaste food court et plus de 400 places de parking. Nous mettons tout en œuvre pour que l'ouverture de ce centre commercial ultra-moderne puisse se dérouler dans le courant du premier semestre 2021.

IC : Le partenariat entre CFAO Retail et Carrefour au Cameroun accouchera également d'une enseigne de Cash & Carry baptisée Supeco, à partir de l'année 2020. Qu'est-ce que sait que le Cash & Carry ?
LD : Supeco est une enseigne du groupe Carrefour que nous allons également introduire sur le sol camerounais dans les prochains mois. Il s'agit d'un concept hybride s'adressant à la fois à la clientèle particulière et aux professionnels actifs dans le commerce de proximité, dans la restauration, l'hôtellerie, etc. L'accent est mis sur le prix, en particulier pour des achats en grande quantité, tout en assurant la qualité des produits et du service.

IC : Qu'est-ce qui peut justifier qu'à côté des supermarchés et hypermarchés, les opérateurs de la grande distribution comme Casino ou encore le couple CFAO Retail-Carrefour se lancent également dans le Cash & Carry sur le même marché ?
LD : Il m'est difficile de parler au nom des concurrents. En ce qui nous concerne, nous nous basons à la

« Ce grand mall abritera un hypermarché Carrefour de plus de 4000 m² de surface de vente, de nombreuses boutiques, 4 ou 5 restaurants avec un vaste food court et plus de 400 places de parking. »

fois sur les attentes exprimées par les consommateurs et les professionnels camerounais, ainsi que sur l'expertise que le groupe Carrefour détient au niveau de ces métiers sur d'autres territoires, à savoir le Brésil, l'Espagne, la Roumanie…

IC : Sur le segment du Cash & Carry, votre enseigne Supeco trouvera sur le marché camerounais l'enseigne BAO lancée par Casino en 2018. Que va apporter Supeco de plus, par rapport à ce concurrent ?
LD : Nous vous donnons rendez-vous en mi-2020, lors de l'ouverture du premier Supeco à Douala, pour apporter des réponses concrètes à cette question.

IC : Depuis environ 5 ans, l'on assiste à une ruée d'opérateurs étrangers dans la grande distribution au Cameroun. Il y a d'abord Casino, puis Super U et récemment Carrefour. Le même mouvement est observé un peu partout en Afrique francophone. Qu'est-ce qui justifie ce dynamisme des investissements dans la grande distribution en Afrique ?
LD : Ma réponse se limitera au Cameroun, où je vis depuis plus de 4 ans. Le groupe CFAO y est présent depuis de nombreuses années, notamment dans les domaines de la distribution automobile et de la distribution pharmaceutique. Nous avons pu observer ces dernières années des signaux d'émergence de la classe moyenne, ainsi que des phénomènes de croissance démographique et d'urbanisation. Dans ce contexte, la part de marché du commerce moderne devrait, à notre avis, progresser. C'est la raison pour laquelle le Cameroun fait partie des trois pays prioritaires (avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal) pour les investissements de la coentreprise CFAO-Carrefour en Afrique subsaharienne.

« Chaque jour, nous nous remettons en question et cherchons à nous améliorer pour mieux répondre aux attentes des consommateurs camerounais, et les surprendre par nos offres et par la qualité de notre service. »

IC : Au Cameroun, plus que par le passé, le secteur de la grande distribution est de plus en plus pénétré par des opérateurs locaux qui, contrairement aux étrangers, jouent la carte de la proximité en ouvrant des supermarchés dans pratiquement tous les quartiers. Quel impact cette concurrence a-t-elle sur vos activités ?
LD : Les acteurs locaux sont en effet dynamiques et bien implantés. Cela constitue pour nous et nos équipes un défi supplémentaire, qui nous oblige à faire preuve d'un grand niveau de professionnalisme. Chaque jour, nous nous remettons en question et cherchons à nous améliorer pour mieux répondre aux attentes des consommateurs camerounais, et les surprendre par nos offres et par la qualité de notre service.

IC : Sur un objectif de 10 000 références affichées dans vos différentes boutiques au Cameroun, vous revendiquez environ 1500 références locales jusqu'ici. Que répondez-vous à ceux qui pensent que votre déploiement en Afrique vise d'abord à écouler les produits français ?
LD : Nous appelons tous ceux qui pensent cela à venir découvrir nos assortiments de produits locaux dans nos Carrefour Market de Bonamoussadi à Douala et d'Ekié à Yaoundé. Nous leur suggérons d'échanger avec nos fournisseurs camerounais. Nous avons comme objectif de réaliser plus de 35% de chiffre d'affaires de nos deux supermarchés à travers des produits issus de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de l'industrie locale. CFAO et Carrefour ont comme objectif de contribuer activement à la croissance économique du pays.

IC : Quel (s) rapport (s) peut-on établir entre la signature des Accords de partenariat économiques (APE) entre l'Union européenne et les pays africains et le déploiement des enseignes telles que Carrefour sur le continent noir ?
LD : Personnellement, je ne vois aucun rapport direct à établir entre ces deux sujets.

Entretien avec
Brice R. Mbodiam

« Le déploiement de CFAO Retail avec Carrefour au Cameroun va s'accélérer. »

GESTION PUBLIQUE

En séjour au Cameroun, Jean-Yves Le Drian annonce la relance de la coopération entre Yaoundé et Paris

Dans le cadre d'une visite de travail de deux jours au Cameroun, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a été reçu le 23 octobre au palais de l'Unité, à Yaoundé, par le président de la République, Paul Biya. « *M. Le Drian a indiqué que sa visite dans notre pays, la première en qualité de ministre français des Affaires étrangères, se situe dans le prolongement de l'entretien du 10 octobre dernier à Lyon, entre les présidents Paul Biya et Emmanuel Macron, en marge de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme* », rapporte la présidence de la République du Cameroun.
Toujours selon la même source, M. Le Drian a relevé que ce séjour intervient à un moment où « *la réconciliation est en marche* » au Cameroun, après le grand dialogue national sur la crise anglophone, convoqué par le chef de l'État du 30 septembre au 4 octobre 2019.
Pour le ministre français des Affaires étrangères, la France et le Cameroun sont dans une phase de relance de leur coopération, « *une relation historique et très forte qui va trouver une nouvelle dynamique* ». Il s'agit, a-t-il encore affirmé, d'une relance de la coopération qui va se faire ressentir dans tous les domaines : la sécurité, la décentralisation, l'énergie, les infrastructures, etc.
La suite du programme de la visite du ministre français prévoit une visite sur le deuxième pont sur le Wouri à Douala, construit grâce à la coopération française. Peu après M. Le Drian va se rendre à Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord, pour toucher du doigt les problèmes de sécurité dans le cadre de la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Le Cameroun fixe le seuil des marchés publics réservés aux artisans, PME et organisations de la société civile

Le ministre camerounais des Marchés publics (Minmap), Ibrahim Talba Malla, a signé le 21 octobre dernier, un arrêté fixant la nature et les seuils des marchés réservés, entre autres, aux artisans, aux petites et moyennes entreprises (PME), aux organisations communautaires à la base et aux organisations de la société civile.
Les marchés concernant cette catégorie de structures englobent la construction d'infrastructures de base, la voirie et le drainage, l'assainissement (curage des caniveaux d'évacuation, collecte et enlèvement des ordures ménagères, aménagements de points d'eau), le mobilier, les activités agropastorales et les services intellectuels.
Pour les artisans (tout travailleur autonome qui exerce une activité d'artisanat) et les très petites entreprises (structure qui emploie au plus 5 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe n'excède pas 15 millions de FCFA), le seuil des marchés publics est fixé à 15 millions de FCFA.
Pour la petite entreprise (structure qui emploie entre six et 20 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 15 millions et n'excède pas 250 millions de FCFA) et les moyennes entreprises (structure qui emploie entre 21 et 100 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 millions et n'excède pas 1 milliard de FCFA), le seuil est plafonné à 50 millions de FCFA.
Concernant les organisations communautaires à la base (regroupement de populations locales sous forme d'association légalisée) et les organisations de la société civile (regroupement communautaire constitué des agents de la vie publique aussi différents que les syndicats), le seuil est à 30 millions de FCFA.

Pour combattre Boko Haram, le Cameroun envisage d'acheter des systèmes antiaériens russes (diplomate)

Au moment où se tient le sommet Russie-Afrique, Sputnik (média russe) révèle que l'ambassadeur du Cameroun en Russie, Mahamat Puba Salé, vient d'annoncer la volonté de son pays d'acquérir des systèmes antiaériens russes de courte à moyenne portée, dénommés « Pantsir-S1 ». Le diplomate précise cependant que l'achat de ces systèmes n'avait pas encore été décidé, mais devrait bien avoir lieu.
Lesdits systèmes en service dans l'armée russe depuis 2010, sont munis de deux canons bitubes de 30 mm capables de tirer 5 000 projectiles par minute et de 12 missiles d'une portée de 20 km.En outre, Pantsir-S1 est capable de détruire des véhicules, des navires légèrement blindés et n'importe quelle cible volant entre cinq mètres et 15 km d'altitude, qu'il s'agisse d'un avion ou une bombe guidée. Dans le monde, l'Algérie, l'Iran, l'Irak, les Émirats arabes unis, la Syrie, la Libye et Oman sont dotés de Pantsir-S1.
D'après Mahamat Puba Salé, le Cameroun s'intéresse aux véhicules blindés et hélicoptères pour lutter contre Boko Haram. Le groupe djihadiste qui a déjà causé, depuis 2009, la mort de plus 27 000 personnes au Nigeria et dans les pays voisins et a fait 85 000 réfugiés nigérians au Cameroun. « *Ils* [Boko Haram] *installent des mines sur les itinéraires des militaires. Dans le cas où le véhicule n'est pas blindé, on perd des gens* », a ajouté le diplomate camerounais au micro de Sputnik.

L'arrêt des engagements sur le budget de l'État du Cameroun fixé au 15 novembre 2019

Dans un communiqué signé, le 28 octobre 2019, le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, fixe au 15 novembre 2019 l'arrêt de tous les engagements sur le budget de l'État camerounais, pour le compte de l'année courante.
Dans cette note de service à l'attention de tous les comptables publics et autres contrôleurs financiers, ce membre du gouvernement invite les concernés à sensibiliser tous les ordonnateurs de la dépense publique, sur la nécessité de respecter « *cette mesure de régulation, qui vise à garantir une plus grande rationalité dans l'exécution des budgets publics* ».
Pour rappel, les parlementaires camerounais sont appelés à examiner et à voter le budget de l'État pour le compte de l'année 2020, au cours de sessions qui seront convoquées au Sénat et à l'Assemblée nationale dans quelques jours.

Le Cameroun sollicite un prêt de 167 milliards de FCFA auprès de la BAD pour la construction de la « Ring-Road »

Le ministre en charge de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, et le directeur général du bureau Afrique centrale de la Banque africaine de développement (BAD), Ousmane Doré, ont signé le 28 octobre à Yaoundé, un accord de prêt de 12 milliards de FCFA.
Cette enveloppe représente la première tranche de financement destiné aux études techniques nécessaires à l'exécution du bitumage de la « Ring Road » (356 km), sorte de boucle routière qui va relier les principales villes de la région du Nord-Ouest et le Cameroun au Nigéria.
Selon Alamine Ousmane Mey, ces études devraient être réalisées d'ici le début de l'année 2020. Et ce n'est qu'après que la construction proprement dite de cette infrastructure routière devrait commencer. Pour financer cette phase, le gouvernement camerounais a également sollicité un prêt de 155 milliards de FCFA auprès de la BAD. Ce qui porte ses sollicitations à 167 milliards pour ce projet. Toujours, selon le ministre de l'Économie, le Conseil d'administration de l'institution financière africaine devrait se prononcer sur cette demande en novembre prochain.
« *Dans sa consistance, la Ring road forme une boucle de Bamenda-Bambui-Ndo-Babessi-Kumbo-Nkambe-Misaje-Nyos-Wum-Bafut-Bamenda et comprend plusieurs raccordements à la frontière nigériane, notamment celui de Misaje* », explique Alamine Ousmane Mey. Et sur le plan stratégique, le ministre indique que « *le projet d'interconnexion de cinq départements de la région du Nord-Ouest* [vise] *la mise en valeur des importantes potentialités économiques* ». Le Cameroun vient, par exemple, d'élaborer une stratégie pour booster ses exportations vers le Nigéria.
Pour sa part, Ousmane Doré soutient que la région du Nord-Ouest du Cameroun regorge d'un fort potentiel économique. Sur le plan agricole, les conditions climatiques de la région favorisent le développement des productions végétales et animales dont les principales sont le café, la pomme de terre, le maïs, le riz, le bovin, les caprins et les ovins. Sur le plan du tourisme, la région offre de vastes

paysages vallonnés de montagnes et des cultures et traditions bien conservées. Seulement, l'obstacle majeur de la mise en valeur de tout ce potentiel est la qualité du réseau routier de la zone.
Par ailleurs, le Cameroun n'est relié à son voisin nigérian que par un seul axe routier bitumé et en bon état : Bamenda-Enugu construit avec la contribution financière de la BAD.
« *Cet axe ne pourra être un véritable instrument accélérateur du développement et de l'intégration dans la région que s'il est relié à un maillage de voies dont le socle se trouve être la Ring Road* », a déclaré Ousmane Doré.

Paul Biya annonce une aide d'urgence de 200 millions de FCFA pour les rescapés du drame de Bafoussam, à l'ouest du Cameroun

Le chef de l'État camerounais, Paul Biya (photo), a annoncé dans un tweet avoir autorisé le déblocage d'une aide d'urgence d'un montant de 200 millions de FCFA, afin d'assurer la prise en charge des rescapés de l'éboulement de terrain de Bafoussam, dans la région de l'Ouest du pays.
En date du 28 octobre 2019, un éboulement de terrain est survenu, aux environs de 22h, au quartier Gouache, dans l'arrondissement de Bafoussam 3e, faisant plusieurs dizaines de morts parmi lesquels de nombreux enfants.
En plus de la prise en charge des rescapés de cette catastrophe naturelle, l'aide d'urgence, mise à disposition par le chef de l'État, permettra également, apprend-on, d'organiser l'évacuation des populations du site du sinistre, qui continue de présenter des risques d'éboulement suite aux fortes pluies.

L'exclusion du Cameroun de l'AGOA ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur ses exportations vers les États-Unis

A compter du mois de janvier 2020, le Cameroun ne fera plus partie des pays africains bénéficiaires de l'AGOA, un programme mis en place par le gouvernement américain pour faciliter et encourager les exportations africaines vers les États-Unis.
Le gouvernement américain, qui a notifié au Cameroun son exclusion de l'AGOA le 31 octobre 2019, explique cette décision par le non-respect de certains droits de l'Homme dans le pays. Bien que les documents officiels ne soient pas très explicites, cette « sanction » du Cameroun est certainement en rapport avec la crise sociopolitique qui sévit depuis fin 2016 dans les deux régions anglophones du pays, où l'armée régulière affronte des sécessionnistes anglophones, dont les actes de barbarie sont régulièrement relayés sur les réseaux sociaux.
Dans un communiqué rendu public, ce même 31 octobre 2019, l'ambassade des États-Unis au Cameroun révèle des statistiques qui permettent de mieux comprendre l'incidence relativement marginale que l'exclusion du Cameroun de l'AGOA pourrait avoir sur les échanges commerciaux avec le pays de l'Oncle Sam.
En effet, révèle la représentation diplomatique américaine, au cours de l'année 2018, « *le Cameroun a exporté approximativement 220 millions de dollars en biens et services vers les États-Unis. 63 millions de dollars de ces exportations l'ont été au titre de l'AGOA, dont plus de 90% sous forme de pétrole brut* ».
En clair, ces données révèlent que le Cameroun utilise peu le mécanisme de l'AGOA pour ses exportations vers les États-Unis. À en croire les chiffres de l'ambassade, environ 28,3% seulement des exportations camerounaises vers les États-Unis le sont sous le régime de l'AGOA. Et qui plus est, les exportations bénéficiant de cette facilité américaine sont largement dominées par le pétrole brut.
Pour rappel, selon l'Institut national de la statistique (INS), au cours de l'année 2018, les produits camerounais ont été exportés vers environ 127 pays dans le monde. Cependant, souligne l'INS, « *les dix premiers clients ont acquis près de 77,5% des exportations du Cameroun. Avec une acquisition de 23,9% de ces exportations, la Chine est le principal client du Cameroun. Elle est suivie par l'Italie (14,7%), les Pays-Bas (9,1%) et la France (6,4%)* ». Viennent ensuite l'Espagne (6,3%), la Belgique (3,7%), le Bangladesh (3,6%), l'Inde (3,4%), le Vietnam (3,3%), la Malaisie (3,2%), puis le Tchad et les États-Unis (2,8% chacun).

Le Cameroun espère un nouvel appui d'environ 50 milliards de FCFA au terme de la 5e revue de son programme avec le FMI

Si elle est concluante, la 5e revue du programme économique et financier du Cameroun avec le FMI, qui s'achève le 8 novembre 2019, devrait aboutir à un nouvel appui budgétaire d'un montant d'environ 50 milliards de FCFA, apprend-on de bonnes sources.

Cette nouvelle enveloppe porterait alors à près de 300 milliards de FCFA les différents appuis budgétaires issus du programme triennal assorti de la Facilité élargie de crédit, conclu entre le Cameroun et le FMI au cours de l'année 2017.
Tout au long de ce programme, le gouvernement camerounais devait bénéficier des appuis budgétaires d'un montant global de 667 millions de dollars, soit environ 390 milliards de FCFA, sans compter des financements venant d'autres bailleurs de fonds internationaux, en rapport avec ledit programme.

La France octroie un financement de 29,4 milliards de FCFA à l'Extrême-Nord, région camerounaise victime de Boko Haram

En visite dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, le 24 octobre 2019, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a annoncé le déblocage par son pays d'un financement de 45 millions d'euros (29,4 milliards de FCFA), en faveur de cette région camerounaise victime depuis 2013 des attaques de la secte Boko Haram.
« Nous sommes à vos côtés dans la lutte contre le terrorisme. Cet engagement est aussi un engagement financier », a déclaré Jean-Yves Le Drian au sortir d'une rencontre avec les autorités sécuritaires et administratives dans la ville de Maroua.
De bonnes sources, l'enveloppe, à mettre à disposition par le gouvernement français, servira à réaliser des projets d'aménagement de la voirie, d'adduction d'eau potable et d'assainissement.

En octobre 2019, le Cameroun a remboursé plus de 48 milliards de FCFA sur son emprunt obligataire 2016-2021

Au cours du mois d'octobre 2019 qui s'achève, le Trésor public camerounais a remboursé un peu plus de 48 milliards de FCFA sur son emprunt obligataire lancé en 2016 pour une maturité de 5 ans, révèle-t-on au ministère des Finances. Soit 29% du principal.
Cette enveloppe de remboursement, en forte hausse cette année, était seulement de 9 milliards de FCFA en octobre 2017, selon les pointages de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gérant de la dette publique au Cameroun.
4e emprunt obligataire de l'histoire des finances publiques camerounaises, l'emprunt baptisé « Ecmr 5,5% net 2016-2021 », lancé le 20 septembre 2016, pour mobiliser une enveloppe de 150 milliards de FCFA, avait été souscrit à 115,43% par les investisseurs.
En quête de financements pour la réalisation de son vaste programme d'investissements dans les infrastructures, lancé en 2012, l'État camerounais avait sollicité et obtenu du régulateur du marché financier local d'alors, une surallocation qui lui avait finalement permis d'empocher l'enveloppe globale de 165 milliards de FCFA proposée par les souscripteurs.
Arrangé par le consortium Afriland First Bank, EDC Investment Corportation et Société Générale Cameroun, cet appel public à l'épargne a permis de financer partiellement des projets dans les domaines des routes, de l'approvisionnement en eau potable et de l'électrification.
Au nombre de ces projets, on peut mentionner l'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et de ses environs à partir du fleuve Sanaga (61,5 milliards de FCFA) ou encore les travaux de construction du port de Kribi (16 milliards de FCFA).

Cuba projette d'ouvrir une ambassade à Yaoundé, la capitale du Cameroun

A la suite du Niger, du Soudan, de l'Inde et de l'Indonésie, le déploiement d'une représentation diplomatique cubaine au Cameroun pourrait bientôt porter le nombre de chancelleries étrangères à Yaoundé au-dessus de la barre de 40, contre une trentaine seulement il y a quelques années. Cette information est du ministère camerounais des Relations extérieures (Minrex).
Le sujet a été au menu des échanges entre Lejeune Mbella Mbella, ministre des Relations extérieures et son homologue cubain Bruno Rodriguez Parrilla, à la fin du mois de septembre dernier à New York, aux États-Unis. « *Même si le projet est encore en maturation, Cuba, qui entend densifier sa coopération avec le Cameroun dans le domaine de la santé, mais également l'élargir dans les secteurs des TIC et de l'industrie pharmaceutique, entend également*

s'investir davantage dans les relations politiques avec notre pays », révèle le Minrex.
Pour mémoire, au cours d'un dîner d'État le 9 septembre dernier à Yaoundé, Lejeune Mbella Mbella et le vice-ministre cubain, Rogelio Sierra Diaz, avaient déjà annoncé le réchauffement des relations entre les deux pays. Pour la mise en œuvre de cette ambition, les parties ont convenu d'installer une représentation diplomatique cubaine dans la capitale du Cameroun.

FINANCE

La nouvelle règlementation de change de la Cemac réduit les revenus de frais et commissions d'Ecobank

Sur ses marchés de la zone CESA (Afrique centrale, de l'Est et australe), dominés largement par la Cemac, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) déclare avoir généré des revenus de frais et commissions de 204 millions $ pour les 9 premiers mois de l'année 2019. Ils sont en hausse de 13% par rapport à ceux de la même période en 2018.

Selon la holding bancaire, présente dans près de 33 pays africains, ce revenu aurait pu être meilleur, n'eût été l'entrée en vigueur de la nouvelle règlementation de change en zone Cemac, où ETI est présent dans cinq des six pays membres. « *Ce nouveau règlement oblige toutes les banques à transférer à la Beac (Banque centrale commune aux pays de la Cemac), les produits en devises qu'elles perçoivent des activités d'exportation de leurs clients. Il faut maintenant que les banques sollicitent auprès de la Banque centrale, des devises pour répondre aux besoins de leurs clients, ce qui a réduit le niveau d'activité* », ont fait savoir ses responsables dans une note aux investisseurs.

L'information donnée par Ecobank témoigne de la difficile application de la nouvelle règlementation en matière de change en zone Cemac, adoptée en 2018 par les chefs d'État. Un des responsables de la Beac, intervenant dans le cadre de la rencontre organisée à Douala par le Club Afrique Développement du groupe marocain Attijariwafa Bank, a admis que le début de mise en œuvre de la nouvelle règlementation a été laborieux au sein de l'institution. Il a cependant indiqué que les choses s'étaient nettement améliorées.

Face à une forte dégradation des réserves de change de cette sous-région en 2016, les chefs d'État ont préféré un ajustement macroéconomique à celui de la monnaie. Mais les plans de réformes économiques connaissent une mise en œuvre laborieuse. Malgré les adaptations des différents acteurs, de nombreux points d'amélioration doivent encore s'opérer.

Les opérations entre les banques commerciales et la Banque centrale continuent de se dérouler au-delà de 48 heures même lorsque toutes les parties prenantes ont correctement joué leur rôle respectif. Ce délai peut être allongé si un maillon de la chaîne faiblit.

Avec un portefeuille de 1340 milliards FCFA, le Cameroun est le 1er bénéficiaire des financements BAD en Afrique centrale

Le ministre camerounais de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, a signé le 28 octobre 2019 à Yaoundé, la capitale du pays, un accord de prêt de 12 milliards de FCFA avec la Banque africaine de Développement (BAD). Ce financement servira à la construction d'un tronçon de la Ring Road, qui permettra de connecter les départements de la région du Nord-Ouest ouvrant sur le Nigeria. En effet, la Ring Road est le chaînon manquant de la route déjà construite entre Bamenda (Cameroun) et Enugu (Nigeria).

Selon Ousmane Doré, le directeur général de la BAD pour la région Afrique centrale, ce projet est le 30e dans le portefeuille de cette institution financière panafricaine au Cameroun. À ce jour, souligne ce responsable, le portefeuille de la BAD dans le pays culmine à 1340 milliards de FCFA.

Ce qui, selon Ousmane Doré, qui quittera son poste dans « *quelques semaines* », fait du Cameroun le plus grand bénéficiaire des concours financiers de la BAD dans la sous-région Afrique centrale.

Grâce à un guide sur la nouvelle règlementation de change, une banque camerounaise améliore sa relation avec la Beac

La Société camerounaise de banque (SCB), la filiale au Cameroun du groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank, a présenté à ses clients et partenaires le guide pratique qu'elle a produit sur la nouvelle règlementation de change en zone Cemac.

Outre une copie du texte lui-même, adopté par les chefs d'État de la Cemac, le document revient sur certaines instructions qui entourent l'application de cette règlementation. On y retrouve aussi des exemplaires de documents à fournir dans le cadre du financement du commerce extérieur.

Ce document représente un atout pour les opérateurs économiques travaillant avec la banque, car la question de l'accès au marché des devises est depuis le début de l'année 2019, un vrai sujet de préoccupation en zone Cemac. Banques commerciales, entreprises et la Banque centrale se sont rejetées mutuellement la responsabilité des dysfonctionnements survenus.

De nombreux participants ont salué cette initiative. Il faut savoir que même les parties prenantes au commerce extérieur dans la sous-région ne possèdent pas l'ensemble des règles qui traitent de l'importation et l'exportation des devises.

Pour le représentant de la Beac au Cameroun, présent à la rencontre, la SCB a amélioré sa relation avec l'institution d'émission monétaire.

« *Le nombre de rejets des demandes de devises par les banques commerciales était considérable en début d'année. Maintenant, nous assistons à un faible niveau de rejets. Je dois d'ailleurs dire que la Société camerounaise de banque fait partie de celles qui ont obtenu zéro rejet au cours du mois de septembre dernier* », a fait savoir le directeur adjoint de la Beac pour le Cameroun, dans une intervention au cours d'un panel de discussions sur le sujet.

AGRICULTURE

Comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, le Nigeria veut s'associer au Cameroun pour négocier de meilleurs prix du cacao

Le 10 octobre 2019, Sayina Riman, président de l'Association des producteurs de cacao du Nigeria et vice-président de l'Organisation mondiale des producteurs de cacao (WCPO), a annoncé que le Nigeria envisage de s'associer avec le Cameroun, pour obtenir de meilleurs prix pour les achats de cacao à l'international, a révélé l'agence britannique Reuters. « Nous discutons avec le Cameroun pour voir si nous pouvons devenir un bloc régional (...) et si nous pouvons amener nos acheteurs qui connaissent notre qualité à nous offrir de meilleurs différentiels », a confié Sayina Riman. Ce dernier annonce pour ce mois d'octobre 2019, des discussions entre les opérateurs de la filière cacaoyère nigériane et le gouvernement afin d'établir un plan d'action avant d'engager des échanges formels avec les autorités camerounaises.

Pour l'heure, au Cameroun, aussi bien au sein du gouvernement que de la filière cacao, cette démarche nigériane est inconnue de tous. Cependant, des experts de la filière cacaoyère mondiale voient bien une association entre le Cameroun, le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire (qui assurent 70% de la production mondiale) inverser la tendance des cours mondiaux des fèves de cacao, après l'échec du blocus imposé entre juin et juillet 2019 par la Côte d'Ivoire et le Ghana.

En effet, le 11 juin 2019 à Accra, la Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux plus gros producteurs mondiaux de cacao, avaient décidé d'un commun accord de geler les ventes de fèves à partir de la saison 2020-2021, pour obtenir des acheteurs internationaux la revalorisation du prix de la tonne à 2600 dollars, contre environ 2400 dollars. Mais, au bout d'un seul mois de blocus, les deux pays avaient dû lever leur interdiction de vente, sans avoir pourtant obtenu des acheteurs les prix souhaités.

Après la visite des bassins de production de cacao au Cameroun, le chocolatier Puratos garde le silence sur ses intentions

Après Ntui, localité située dans le Centre du Cameroun (le plus grand bassin de production avec 45,45% des ventes nationales), Eddy Van Belle, le président du conseil d'administration (PCA) du groupe français Puratos, s'est rendu le 22 octobre dernier respectivement dans les bassins de Zoétélé et Akomnyada.
« *Eddy Van Belle a découvert la réalité de l'itinéraire du plus beau cacao au monde, le cacao camerounais. D'abord des jeunes dévoués et appliqués, aucun mineur impliqué ni déforestation entamée ; ensuite, une cinquantaine de jeunes femmes propriétaires de plantations de qualité ; enfin, des méthodes de traitement les plus affinées* », rapporte le ministère du Commerce (Mincommerce) qui conduisait la visite.
Eddy Van Belle, lui, n'a toujours pas dévoilé les intentions qui sous-tendent ses visites champêtres.
Pour le Mincommerce, Puratos est « *attiré par la qualité* » du cacao

camerounais. Ce qui va dans le crédo du chocolatier français : « *avoir de bonnes fèves de cacao est la règle numéro un pour obtenir un délicieux chocolat. Afin de produire un chocolat de qualité supérieure, il est important de savoir où les fruits du cacaoyer sont récoltés et comment le processus de fermentation se déroule* ».
Groupe agroalimentaire opérant dans la boulangerie, la pâtisserie et la chocolaterie, Puratos traite plus de 200 000 tonnes de fèves de cacao chaque année, pour la fabrication de ses différents produits.

Safacam, filiale camerounaise de Socfin, dégage un résultat de 1,36 milliard de FCFA (en hausse 27%) au 1er semestre 2019

Société africaine forestière et agricole du Cameroun, filiale de la luxembourgeoise Société financière des caoutchoucs (Socfin), informe que son activité s'est soldée par un résultat de 1,36 milliard de FCFA au terme du premier semestre 2019, contre 1,07 milliard de FCFA au cours de la même période en 2018. Ce qui représente une hausse de 27%.
Safacam explique cette performance haussière par l'augmentation du cours du caoutchouc en début d'année. En effet, indique l'agroindustriel, le prix moyen de vente était de 776 FCFA/kg contre 762 à fin juin 2018. Par ailleurs, il y a eu une augmentation de 48% des quantités de caoutchouc sur la période sous revue.
Au cours du premier semestre, la filiale camerounaise de Socfin déclare avoir réalisé normalement ses activités. « *Le programme de renouvellement des plantations d'hévéas s'est poursuivi* », affirme l'agroindustriel.
Toutefois, indique l'entreprise, le second semestre 2019 devrait être plus difficile que le premier. « *Sur le marché de l'huile de palme, la baisse habituelle de la production en fin d'année ne permet pas d'envisager une activité aussi soutenue qu'au cours du premier semestre. Concernant le caoutchouc, une incertitude demeure sur l'évolution des prix internationaux qui restent volatils* », déclare Safacam.

Les exportations de bananes du Cameroun des 9 premiers mois de 2019 sont en chute de près de 25% en glissement annuel

155 435 tonnes. C'est le volume de bananes exportées par les producteurs en activité au Cameroun, entre janvier et septembre 2019. Selon les données de l'Association bananière du Cameroun (Assobacam), ces exportations étaient de 203 721 tonnes au cours de la même période en 2018. Ce qui révèle une baisse de 48 286 tonnes, soit près de 25% en glissement annuel.

En plus de la crise anglophone, qui a mis hors-jeu la Cameroon Development Corporation (CDC), numéro 2 du marché, l'analyse des données compilées par l'Assobacam révèle également une baisse de régime à la société des Plantations du Haut Penja (PHP), le leader du marché, au cours de la période sous revue.

En effet, entre septembre 2018 et septembre 2019, les exportations de la PHP, la filiale locale de la Compagnie fruitière de Marseille, ont fléchi de près de 14 000 tonnes, passant de 156 593 tonnes à fin septembre 2018, à seulement 142 621 tonnes à fin septembre 2019.

Dans le même temps, Boh Plantations, lui, gagne 630 tonnes en termes d'exportations, celles-ci ayant culminé à 12 814 tonnes à fin septembre 2019, contre 12 184 tonnes au cours de la même période en 2018.

Depuis septembre 2018, la CDC, elle, a disparu du fichier des exportateurs de bananes, à cause de l'arrêt de ses activités en raison de la crise socio-politique qui paralyse les régions anglophones du Cameroun.

Aussi, cette entreprise publique, 2e employeur du pays après l'État, n'a-t-elle rien exporté depuis le début de l'année 2019. À fin août 2018, elle affichait 34 944 tonnes de bananes exportées.

Socapalm, filiale camerounaise de Socfin, affiche un résultat net de 8 milliards FCFA (en hausse 20,6%) au 30 juin 2019

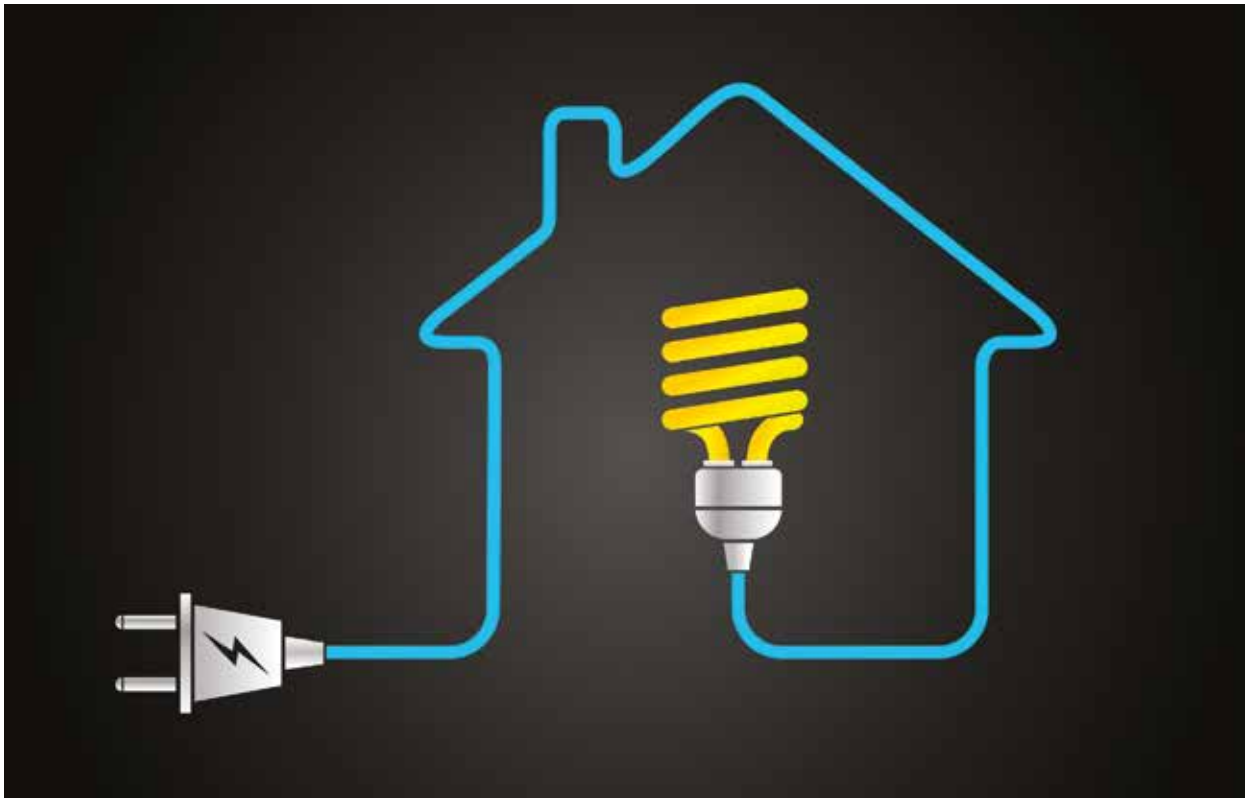
La Société camerounaise de palmeraies (Socapalm), filiale belge de Société financière des caoutchoucs (Socfin), informe que le résultat de ses activités ordinaires avant impôts s'élève à 12,87 milliards de FCFA au 30 juin 2019, soit une augmentation de 25,89% par rapport à la même période en 2018 (10,23 milliards de FCFA). Le résultat net après impôts au premier semestre, précise l'entreprise, s'élève à 7,9 milliards de FCFA contre 6,6 milliards de FCFA sur la même période en 2018, soit une augmentation de 20,6%.

Socapalm explique cette performance par un bon écoulement d'huile de palme au premier semestre 2019. En milieu d'année dernière, le stock d'huile de l'entreprise se chiffrait à 30 959 tonnes. Au 30 juin 2019, il n'était que 25 839 tonnes, soit une baisse de 16,5%. « *L'augmentation des quantités vendues en est la conséquence* », se félicite la filiale du Luxembourgeois Sofcin.

Dans la prospective, Socapalm pense que la totalité de sa production pourra être vendue avant la fin de l'exercice, et que son chiffre d'affaires annuel devrait se situer aux environs de 67 milliards de FCFA. Bien plus, l'agro-industrie prévoit que la production, sera, cette année, de 4% supérieure à celle de l'exercice 2018. Ce qui induira un résultat net avant impôts de l'exercice 2019 avoisinant un montant de 16 milliards de FCFA. « *Ces résultats sont la conjugaison d'amélioration de techniques agricoles et industrielles ainsi que d'une maîtrise des coûts de production* », explique la filiale de Socfin.

ENERGIES

Eneo s'associe à Orange Money, Ecobank Cameroun et AfrikPay pour son offre de consommation prépayée d'électricité



Afin de permettre à ses clients de mieux contrôler leurs consommations d'électricité, Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité a lancé depuis quelque temps un service de prépaiement des consommations. « Le prépaiement est une solution qui permet au client d'aligner sa consommation au budget de son choix. Le client contrôle sa consommation grâce à une offre de distribution des recharges étendue et disponible 24h/24 et 7j/7 », explique l'entreprise.

Pour assurer un bon fonctionnement de ce service, l'entreprise de production et de distribution de l'électricité au Cameroun entend mettre sur pied un réseau de partenaires auprès desquels les clients abonnés à l'offre prépayée peuvent effectuer leurs paiements anticipés.

Au moins trois de ces partenaires sont déjà opérationnels, révèle Eneo dans son rapport d'activités 2018. Il s'agit d'Orange Money, le service de paiement par téléphone mobile de l'opérateur télécoms Orange, d'Ecobank Cameroun et d'AfrikPay, un service de paiement mobile très prisé par les entreprises camerounaises, selon une enquête de l'Institut national de la statistique (INS).

Eneo, entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, entend densifier ce réseau de partenaires sur son offre d'électricité prépayée, en y intégrant notamment les opérateurs de mobile MTN, et les banques telles que UBA et Société Générale Cameroun, avec lesquels Eneo poursuit les discussions.

Pour rappel, au cours de l'année 2018, Eneo a installé 1300 compteurs prépayés dans les ménages camerounais et entend poser 20 000 compteurs du même type au cours de l'année 2019 courante.

Les producteurs indépendants fournissent plus de 25% de l'électricité distribuée au Cameroun

En matière d'électricité, la capacité installée sur le territoire camerounais a culminé à 1360 MW au terme de l'année 2018, selon Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité dans le pays. Cette entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis revendique elle-même une capacité installée de 998 MW au total.
Le reste, c'est-à-dire 362 MW, est le résultat de l'activité des producteurs indépendants d'électricité (IPP en anglais) installée au Cameroun. Calculette en main, cette capacité des opérateurs indépendants représente 26,6% des capacités nationales.
Le plus grand IPP en activité au Cameroun est Globeleq Africa, un producteur anciennement contrôlé par le fonds d'investissement Actis, mais qui est, depuis septembre 2015, passé aux mains d'un consortium formé par le fonds d'investissement norvégien, Norfund, et l'institution de financement britannique, CDC Group.
Globeleq Africa détient des parts majoritaires dans les sociétés DPDC et KPDC, qui gèrent respectivement les centrales à fuel de Dibamba, dans la région du Littoral, et la centrale à gaz de Kribi (216 MW en cours d'extension à 330 MW), dans la région du Sud. Il s'agit de la plus grande infrastructure énergétique contrôlée par un IPP au Cameroun.
Ces deux centrales électriques, d'une capacité cumulée de 304 MW, font du Cameroun le principal producteur du réseau énergétique de Globeleq Africa sur le continent noir, devant la Côte d'Ivoire (288 MW avec la centrale d'Azito) et l'Afrique du Sud (trois centrales solaire et éolienne d'une capacité globale de 238 MW).
En plus de Globeleq Africa, le producteur indépendant britannique Aggreko est également présent au Cameroun. Après avoir géré les centrales d'Ahala, Ebolowa et Mbalmayo dans le cadre du programme thermique d'urgence (PTU), cet opérateur a fini par céder toutes ces infrastructures à l'État camerounais. Mais récemment, Aggreko a installé une nouvelle centrale de 10 MW à Maroua, dans la partie septentrionale du Cameroun.
Le marché de la production indépendante de l'électricité au Cameroun aura un nouveau visage dès l'année 2023, avec la livraison programmée de la centrale hydro-électrique de Nachtigal, d'une capacité de 420 MW, soit plus de 30% des capacités actuellement installées dans le pays.

D'ici juin 2020, le Cameroun va réaliser 65 000 branchements électriques en zones rurales

Au cours de la première moitié du mois de janvier 2020, le Cameroun va lancer une vaste opération d'électrification visant à construire 65 000 nouveaux branchements électriques dans les zones rurales du pays. Au total, apprend-on de bonnes sources, 465 localités sont concernées par cette opération qui permettra à plus de 200 000 personnes, issues des couches sociales défavorisées, de goûter au bonheur de l'électricité.
Ce programme d'électrification rurale, apprend-on de sources proches du dossier, est réalisé dans le cadre du Projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution (Preretd), en cours d'implémentation depuis l'année 2010.
D'un coût d'environ 41 milliards de FCFA, ce projet est co-financé par l'État du Cameroun, la Banque mondiale et l'agence japonaise de coopération internationale (Jica). Il est exécuté dans huit régions sur les dix que compte le Cameroun (l'Est et l'Adamaoua ne sont pas concernés).
La composante relative à la réalisation de 65 000 branchements électriques dans les zones rurales, elle, engloutira une enveloppe de 9 milliards de FCFA. Selon nos sources, les contrats y relatifs ont d'ores et déjà été passés à trois entreprises, les équipements ont été commandés et seront disponibles dès mi-janvier 2020. Les travaux démarreront aussitôt et s'achèveront au mois de juin 2020, selon le chronogramme officiel.

Cette opération devrait légèrement améliorer le taux d'accès à l'électricité dans les zones rurales camerounaises. Selon les données de l'Agence d'électrification rurale, près de 22% seulement des localités en zones rurales sont connectées au réseau électrique, pour un taux d'électrification rurale qui atteint à peine 20% à l'échelle nationale.

Le Cameroun explore la piste russe pour la reconstruction de la Sonara, l'unique raffinerie du pays victime d'un incendie

En marge du Sommet Russie-Afrique qui s'est achevé le 24 octobre dernier à Sotchi, les officiels camerounais ont pris langue avec des groupes pétroliers russes. Ceci en vue de la reconstruction de la Société nationale de raffinage (Sonara), victime d'un incendie le 31 mai dernier.
Très peu d'informations filtrent pour l'instant sur l'identité de ces entreprises, mais l'on apprend que ce serait les grosses fortunes de Russie. Le choix pourrait donc s'opérer entre le trio des majors pétroliers gaziers et pétroliers russes opérant déjà en Afrique : Rosneft (le leader du secteur pétrolier russe et la plus grande société pétrolière et gazière publique mondiale), Lukoil (l'entreprise a déjà eu a eu à investir au Cameroun, au Nigeria, au Ghana et en Égypte), et Gazprom (la compagnie russe est présente au Cameroun et en Algérie).

L'incendie du 31 mai dernier a endommagé totalement 4 des 13 des unités de production de la Sonara et en a partiellement soufflé trois. Selon Jean Paul Njonou, DG de la raffinerie, l'incendie a consumé plus 10 000 m3 (10 millions de litres) de pétrole brut.
La reconstruction ne devrait pas s'achever avant 2021.
Des contacts ont aussi été établis avec des courtiers russes en vue d'importer à un prix compétitif du carburant afin de pallier l'arrêt de production de la Sonara.

Au Cameroun, les consommateurs illégaux représentent près de 20% des abonnés au réseau électrique

Dans le cadre de sa croisade contre les fraudeurs connectés au réseau électrique camerounais, Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité dans le pays, a réussi à ramener « *18 700 consommateurs illégaux* » dans son portefeuille clients, au cours de l'année 2018.
Cette information révélée dans le rapport d'activités 2018 de cette entreprise, qui vient d'être rendu public, explique en partie l'embellie observée sur les performances commerciales d'Eneo l'année dernière (progressions du chiffre d'affaires de 7 milliards de FCFA).
Mais, des sources internes à cette entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis soutiennent qu'en dépit de la migration de 18 700 anciens fraudeurs vers le portefeuille formel de l'opérateur l'année dernière, la fraude demeure un obstacle majeur à l'optimisation des performances d'Eneo.
En effet, souffle une source autorisée, une évaluation interne effectuée par l'entreprise de production et de distribution de l'électricité en 2018 a permis de pointer plus de 300 000 fraudeurs connectés au réseau électrique national. Comparé aux 1,258 million de clients actifs recensés par l'électricien au cours de l'année 2018, le parc de fraudeurs représente près de 20% du portefeuille clients d'Eneo. Couplées aux impayés, estimés à plus de 190 milliards de FCFA en 2018 et dont la majeure partie est due par l'administration publique et les sociétés d'État, les pertes de recettes dues à la fraude constituent des facteurs de tensions de trésorerie chez Eneo.

INDUSTRIE

Le brasseur SABC et Name Recycling lancent la collecte des déchets en plastique dans les universités camerounaises

Dans le cadre de leur partenariat qui vise à collecter et à recycler les déchets en plastique dans certaines grandes villes du Cameroun, le groupe SABC, leader du marché brassicole du pays, et la société de recyclage Namé Recycling ont démarré, le 22 octobre 2019, une collaboration avec l'université de Douala.
La méthode mise en place par la société brassicole et Name Recycling consiste à collecter, traiter et recycler le maximum de déchets en plastique, pour leur donner une seconde vie et une réelle valeur économique.
Ainsi, entre 2017 et 2018, apprend-on officiellement, 38 millions de bouteilles, soit 1350 tonnes de déchets, ont été collectées et recyclées. Pour les huit premiers mois de l'année 2019, près de 1 000 tonnes de déchets plastiques ont été collectées et transformées.
À en croire leader du marché brassicole au Cameroun, « *ces rebus ont permis de fabriquer des ustensiles et autres fournitures en plastique, qui sont commercialisés au Cameroun et dans les magasins IKEA à l'étranger* ». « *Le partenariat que nous avons démarré avec l'université de Douala, où nous avons déposé une dizaine de Namébins* (bacs pour la collecte des déchets, NDLR), *va se poursuivre avec toutes les universités du Cameroun, avec pour objectif d'offrir aux étudiants un cadre de vie agréable, source d'épanouissement intellectuel et de performances* », annonce le groupe SABC.
Le partenariat entre le groupe SABC et Name Recycling participe de l'implémentation de la règlementation en vigueur au Cameroun. Celle-ci impose en effet que chaque fabricant ou distributeur d'emballages non biodégradables mette en place un système de récupération en vue de leur recyclage, valorisation ou élimination.

Un consortium camerouno-chinois projette d'investir 35 milliards de FCFA dans une cimenterie à Kribi

Oscar Minko, directeur général de Cimenterie industrielle de Kribi (Cmikri) Sarl, et le consortium chinois China National Building Material Co. LTD Sinoma/Afcham ont signé, le 17 octobre à Yaoundé, un mémorandum d'entente dans le cadre du projet de construction d'une cimenterie au niveau du complexe industrialo-portuaire de Kribi. La cité balnéaire, située dans la région du Sud au Cameroun, abrite également un port en eau profonde.
Selon le promoteur camerounais, à terme, l'objectif de distribuer une moyenne de 500 000 tonnes de ciment par an, avec une possibilité extensible à 1,5 million de tonnes.
Pour ce faire, le projet nécessite, entre autres installations, un silo de 18 000 tonnes pour le clinker, un silo de 4 000 tonnes pour le ciment, des installations sanitaires et électriques.
Coût de l'investissement : 60 millions de dollars américains, soit environ 35,5 milliards de FCFA.
La phase de maturation du projet va d'octobre 2019 à avril 2020. Le début de la phase de construction de l'usine est prévu pour août 2020. La phase de production est prévue pour février 2022. La cimenterie compte créer 300 emplois permanents et temporaires.
L'Agence de promotion des investissements, le port de Kribi, le ministère en charge des Mines appuient le projet. Déjà, le directeur général du port autonome de Kribi (PAK), Patrice Melom, a donné son accord pour l'attribution d'une parcelle dans le domaine public artificiel, située dans les installations portuaires, d'une superficie de 30 ha, à Cimenterie industrielle de Kribi,
L'entreprise camerounaise Engineering construction manufacturing and trading SARL entend également construire une cimenterie d'une capacité de 500 000 tonnes à Kribi.

TRANSPORTS

Camair-Co rappelle son personnel d'Abidjan, Cotonou puis Lagos, et suspend ses lignes d'Afrique de l'Ouest

Le 16 octobre 2019, le directeur général de Camair-Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, a officiellement rappelé au siège les six cadres en service dans ses agences d'Abidjan, Lagos et Cotonou. À travers ce rappel du personnel, la compagnie camerounaise suspend ainsi les lignes desservant ces trois pays d'Afrique de l'Ouest.

À l'origine de cette décision du top management de Camair-Co, les tensions de trésorerie qui font courir à la compagnie aérienne publique camerounaise un risque de plus en plus grand de cessation des activités. Ces difficultés financières auxquelles fait face Camair-Co depuis le lancement de ses activités en 2011 (en dépit des perfusions financières répétées de l'État, son actionnaire unique) ont fini par priver la compagnie de toute sa flotte, clouée au sol pour diverses pannes.
Résultat des courses, de nos jours, Camair-Co fonctionne essentiellement avec des aéronefs de location, dont les loyers ont du mal à être honorés.

Le Cameroun achève le bitumage d'une route de 93,5 km desservant le barrage de Memvé'élé (210 MW)

La route de 93,5 km, qui permet de rallier le barrage hydroélectrique de Memvé'élé (210 MW) dans la localité Nyabizan, au sud du Cameroun, sera bientôt réceptionnée. Et pour cause, les défauts techniques relevés par les missions de contrôle ont tous été corrigés par le constructeur chinois Sinohydro.

C'est le constat fait par une dernière mission descendue sur le terrain le 23 octobre 2019, apprend-on de bonnes sources. La route Meyo Centre-Nyabizan permet désormais de rallier le site abritant cette infrastructure énergétique dans un certain confort, aussi bien au départ de la capitale Yaoundé, que d'Ebolowa, la capitale régionale du Sud.
Bien qu'achevé depuis plusieurs mois, le barrage de Memvé'élé tarde à injecter ses 210 MW dans le réseau électrique camerounais, à cause des retards pris dans la construction de la ligne de transport. Actuellement, seuls 80 MW de l'électricité produite par ce barrage sont utilisés.

TELECOM

Orange Cameroun crée une filiale dédiée exclusivement au Mobile Money et pouvant octroyer des crédits

L'opérateur des télécoms Orange Cameroun vient de créer Orange Money Cameroun, une filiale dédiée exclusivement au Mobile Money. Selon les documents auxquels Investir au Cameroun a eu accès, cette société est dotée d'un capital de 1,2 milliard de FCFA. Les actes constitutifs de cette société anonyme ont été déposés chez un notaire à Douala, la capitale économique du Cameroun, au cours de la période allant du 30 septembre au 23 octobre 2019.

Cette nouvelle société a pour objet « *la mise à disposition de services de paiement ; la mise à disposition et la gestion des comptes de paiement ; l'émission, la distribution et la gestion des moyens de paiement sous forme de monnaie électronique et le stockage des données correspondantes tel que prévu par le règlement applicable ; les services associés à la gestion des comptes de paiement (encaissement, paiement, transfert, remise et/ou retrait de fonds) et toute opération vers ou à partir de ces comptes de paiement pour le compte de ses clients et partenaires* ».

L'on note également qu'Orange Money Cameroun va procéder à « *l'octroi du paiement par crédit dans les conditions mentionnées par la réglementation, et ceci sous réserve des agréments délivrés par les administrations de tutelle ; la prise de participation dans les entreprises qui exercent des activités liées à la monnaie électronique* ». La durée de vie de la filiale est de 99 ans.

Orange Cameroun SA, Financière de Mobiles du Cameroun (Fimocam), Debord Frédéric Maurice Pierre (président du conseil d'administration d'Orange Money Cameroun et DG d'Orange Cameroun), Pokossy Doumbe Olga Mireille Saya Youta épouse Soumahoro (directeur général d'Orange Money Cameroun) sont les administrateurs de cette filiale. Les cabinets KPMG Afrique centrale et EAC-Ernst & Young Cameroun sont les commissaires aux comptes titulaires. Ils sont suppléés par les cabinets Deloitte Cameroun et Bekolo & Partners.

LEADER DU MOIS

Débauchée d'Oracle, la Camerounaise Corine Mbiaketcha Nana devient DG de Visa pour l'Afrique de l'Est

Le 5 novembre 2019, la Camerounaise Corine Mbiaketcha Nana prend officiellement ses fonctions de vice-présidente et directrice générale (DG) de la firme de monétique Visa pour l'Afrique de l'Est. À ce titre, elle est chargée des opérations de Visa au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda, à Maurice et en Éthiopie.
Corine Mbiaketcha Nana a été débauchée d'Oracle, mastodonte de logiciels où cette Camerounaise occupait le poste de directrice générale en charge des questions de technologie.
« *La promesse de Visa est d'offrir les avantages des paiements électroniques à tout le monde. (…) C'est un défi plus passionnant tant en Afrique de l'Est que dans la région au sens large, où nous avons une merveilleuse opportunité de combiner technologie et partenariats avec un large éventail de personnes, pour impulser un changement véritablement transformationnel dans la manière dont l'économie évolue. Je suis enthousiaste à l'idée de faire partie de l'équipe Visa et j'ai hâte de rencontrer et d'interagir avec nos intervenants et nos partenaires* », déclare la nouvelle promue.
« *Corine est un leader reconnu et passionné du secteur des technologies de la région, ayant dirigé les activités d'Oracle en Afrique de l'Est. Elle est une dirigeante visionnaire, passionnée par l'utilisation de la technologie pour renforcer le développement économique de l'Afrique. Cette expertise sera essentielle à la stratégie de Visa en Afrique subsaharienne* », indique Aida Diarra, première vice-présidente, responsable pays du groupe Visa pour l'Afrique subsaharienne.
Et cette responsable de Visa de poursuivre : « *Corine rejoint Visa au moment opportun pour aider l'Afrique de l'Est à utiliser des formes de paiement numériques plus fiables, sécurisées et plus innovantes, ainsi que pour susciter l'engagement de partenaires non traditionnels dans le secteur de la fintech* ».

BRM

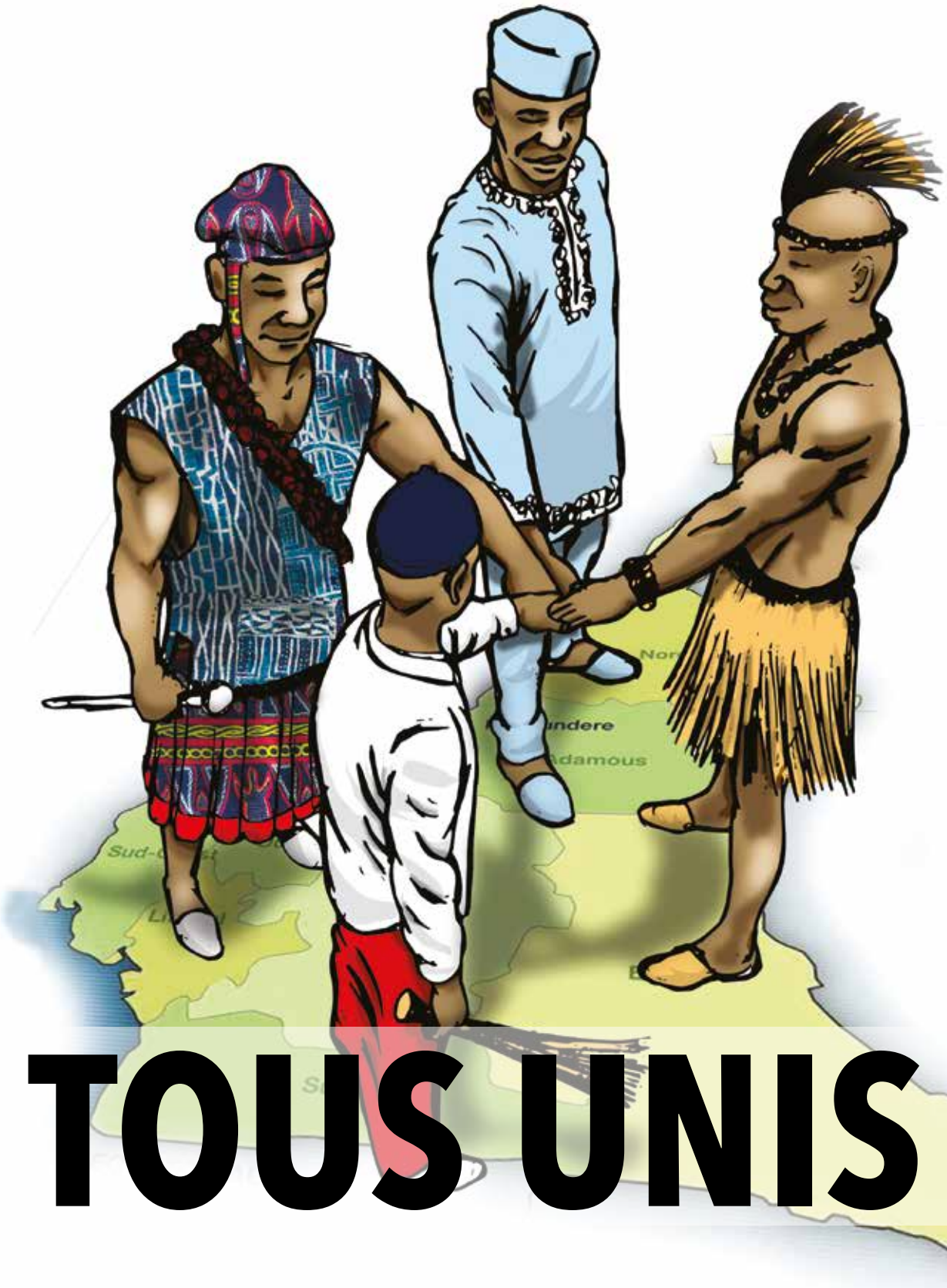
Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN



TOUS UNIS !